

Compte-rendu

6ème Rencontre du Groupe Nouvelle-Aquitaine Burkina Faso

"Coopérer au Burkina Faso dans le contexte sécuritaire actuel "

Jeudi 12 mars 2020 de 13h30 à 17h, Région Nouvelle-Aquitaine à Limoges

46 personnes représentant 30 structures (16 associations, 5 collectivités territoriales, 3 universités, 3 acteurs économiques...) ont participé à la rencontre. (cf liste des participants en annexe).

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du groupe Nouvelle-Aquitaine Burkina Faso et dans un contexte sécuritaire dégradé au Burkina Faso. Les acteurs néo-aquitains engagés en coopération et solidarité internationales au Burkina Faso ont souhaité échanger sur cette question qui impacte leurs partenariats pour dégager des modalités de coopération.



NB : ce compte rendu ne prend pas en compte la situation pandémique apparue juste après la rencontre et n'a pas été abordée le 12 mars 2020.

Les propos restitués dans ce compte rendu n'engagent que les intervenants.

1/ Mots d'introduction



Jean-Michel ARRIVÉ- *Directeur de la coopération au Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine*- a souhaité la bienvenue aux participants. Il rappelle l'importance de cet espace d'échange entre acteurs et témoigne de l'intérêt que cela représente notamment dans le cadre de la coopération entre la Région

Nouvelle-Aquitaine et la Région du Plateau Central au Burkina Faso. Par ailleurs, M. ARRIVÉ précise que, comme tout acteur de la coopération, la Région Nouvelle-Aquitaine se questionne activement sur la manière de maintenir un haut niveau de coopération au Burkina, tout en garantissant la sécurité optimale des personnels et des partenaires opérationnels.

Jean Bernard DAMIENS- *Administrateur de SO Coopération et élu à la ville de Guéret*- introduit la rencontre en remerciant les participants pour leurs déplacements depuis toute la région. Il précise que cette rencontre vise à trouver des solutions et des stratégies d'actions adaptées afin de continuer à faire vivre les partenariats malgré la situation sécuritaire actuelle au Burkina Faso. Ces questions avaient été abordées, mais restent à approfondir, lors des Assises sahéliennes de la coopération décentralisée qui se sont tenues en octobre 2019 à Poitiers et auxquelles nombreux participants avaient assistés.

2/ Cadrage théorique :

❖ Présentation de la situation sécuritaire actuelle au Burkina Faso dans le contexte sahélien : Analyse géopolitique

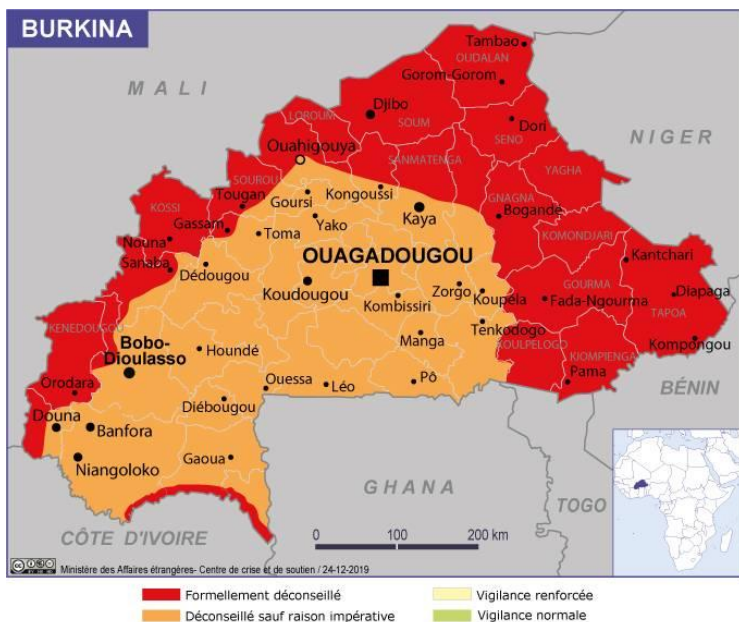
Contact de Paul Absalon : paulabsalon@me.com

Paul Absalon - consultant sécurité, analyse des conflits et migrations avec une expérience solide au Burkina Faso auprès d'institution (GIZ, AFD...) - a présenté une analyse géopolitique des sources de conflits au Burkina Faso et leurs évolutions. Il a décrit les zones d'attaques et mouvement des groupes terroristes. Avec une moyenne de 54 attaques par mois en 2020, les attaques sont en augmentation régulière depuis 2015.

La frustration des populations locales en milieu rural est due notamment aux inégalités territoriales, à la progressive perte de l'accès aux principaux moyens d'existence (ressources foncières, agricoles, pastorales, forestières, fauniques, piscicoles, etc.), à l'approche de prédation sur ces ressources par l'État et la répression de ce dernier criminalisant les activités informelles, ou encore à la perte de légitimité de la chefferie coutumière. Cette frustration est un terreau fertile et le moteur de ralliement des populations vulnérables aux groupes djihadistes. Ces groupes proposent de sécuriser l'accès aux ressources de base des populations et les « protègent des prédatations », gagnant ainsi en légitimité.

L'identité nationale se précarise et la réponse militaire de l'État est très critiquée. Les milices d'autodéfense, telles que les *Kolweogo*, sont de plus en plus impliquées dans la sécurisation des zones fragiles et cela s'accroît avec la période pré-électorale (les milices étant utilisées comme vecteurs de propagande du parti au pouvoir dans certaines zones). Face aux tensions dans la zone sahélienne, le pays connaît des migrations internes forcées avec une estimation de 800 000 déplacés internes.

Les participants s'interrogent sur le « sentiment anti-français » actuel perçu au Burkina Faso. Il s'agirait plutôt d'un amalgame avec la force barkhane, doublé d'un sentiment « anti-armée » relayé par les médias et les réseaux sociaux.



Selon Paul Absalon, la situation sécuritaire va difficilement s'arranger à court terme. Il est donc utile de réfléchir à l'adaptation de ses modalités de coopération.

>Carte du centre de crise du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE), décembre 2019

>Dernier rapport d'*International Crisis Group* :

[Retrouver un rapport sur la sécurité au Burkina Faso](#)

❖ Notion de risque et de sécurité dans les projets de coopération, comment agir ?

Contact de Nicolas Brodeur : n.brodeur@sciencespobordeaux.fr

La présentation de **Nicolas Brodeur** - *expert associé au Laboratoire des Afriques dans le Monde et Responsable de Master Coopération Internationale et Développement à Sciences PO Bordeaux* - a porté sur les **enjeux de la sécurité en mission** et la typologie des risques.

[Retrouver le support de présentation](#)

[Retrouver le guideline du CICR sur la sécurité](#) (en anglais)

Nous sommes actuellement en France dans une société avec une culture du risque très marquée. La perception du risque diffère selon les cultures, il est souvent imperceptible. Au-delà du risque de dommage physique (attentats, enlèvements, etc.), il y a aussi un risque sur la réputation de l'organisation qui peut être dû à des comportements individuels. Il faut donc veiller à s'adapter au contexte et à rester discret. La perception de l'aide internationale est souvent celle de la délivrance de biens, participant à identifier les personnels de la coopération (salariés, bénévoles, élus...), ou leurs partenaires locaux, comme des « cibles ».

Nicolas Brodeur insiste sur l'importance de bien se préparer avant de partir sur le terrain ([conseils aux voyageurs du MEAE](#), inscription sur [Ariane](#), veille documentaire sur les sites de [Coordination Sud](#), [Relief web](#) par exemple, cartes sécuritaires de INSO ou OTCHA), de bien connaître le contexte local et de s'appuyer sur ses partenaires qui doivent rester au centre de la décision.

Il est aujourd'hui difficile et risqué de se déplacer sur le terrain au Burkina Faso. La responsabilité légale des structures est interrogée. Il est important d'être bien assurés et de mettre en place des procédures qui visent à protéger la structure et les personnes.

Il est également essentiel de veiller à la sécurité des personnes accueillantes. Il n'y a pas de pratiques clés en main, il faut vraiment s'adapter à chaque contexte, se renseigner, s'informer et s'appuyer sur des partenaires. Il faut mesurer le risque de l'action et prendre les mesures adéquates.

Le projet est une approche expérimentale, et évolutive, il ne faut pas être rigide et réussir à s'adapter. L'Approche Orientée Changement ([AOC portée notamment par le F3E](#)) peut apporter des méthodes pour s'adapter aux contextes évolutifs.



3/ Temps d'échanges :

Animé par Abdoul Aziz Kafando et Marion Leriche de SO Coopération.

❖ Impact de la situation sur les partenariats et l'exécution des projets

Les participants ont échangé autour des effets de l'insécurité sur leurs projets. [Un questionnaire en ligne](#) avait été préalablement envoyé. Il en ressort différentes tendances :

- Une minorité ne perçoit pas encore de difficultés, et continue à se déplacer sur place et à mener ses projets comme prévu
- D'autres continuent mais hésitent à lancer de nouveaux projets
- La majorité est impactée par la situation

Lors des échanges, certains ont affirmé clairement ne plus pouvoir se rendre au Burkina Faso. Cela se traduit également par la perte des financements, ou le ralentissement de la mise en œuvre des programmes, dû au fait du classement, par le MEAE, de leur territoire de partenariat en zone orange/rouge. La majorité des partenariats est touchée même si certains continuent de dérouler leurs projets et d'y aller sans autre peur que celle des accidents de la route. Certains témoignages mettent en évidence la difficulté supplémentaire que pose les mouvements de milliers de déplacés qui fuient l'insécurité et se trouvent dans une situation humanitaire grave.

❖ Comment faire face à cette situation ?

Propositions de stratégies pour les acteurs : Nouvelles méthodes de coopération à adopter

Dans les réponses au questionnaire en ligne et lors des échanges, les participants témoignent des solutions adaptées qu'ils utilisent :

- Développement des outils de travail à distance : multiplication des échanges par mail, téléphone, « WhatsApp », partage de photos
- Accueil de délégation burkinabé en France

Suite aux échanges, d'autres solutions alternatives à la conduite de projets sont proposées :

- Faire appel à des opérateurs sur place
- Dédier une ligne budgétaire pour la sécurité dans le projet (faire du lobbying auprès des bailleurs pour qu'ils la prennent en compte et du plaidoyer dans le secteur de la solidarité et de la coopération internationales)
- Reporting à distance par les partenaires locaux afin de limiter les déplacements
- Recrutements locaux mutualisés pour accompagner les relations partenariales dans des périmètres géographiques et des conditions sécuritaires cohérentes. La Région Nouvelle-Aquitaine évoque cette possibilité. Il pourrait s'agir de recruter une personne dans la Région du Plateau Central qui pourrait également suivre certains projets d'acteurs néo-aquitains dans un périmètre géographique allant jusque dans le Kadiogo. Les modalités pratiques de mise en œuvre doivent être discutées. Cette méthode pourrait être multipliée dans d'autres régions au Burkina Faso. SO Coopération peut appuyer l'émergence de dynamiques collectives.

La place actuelle de la coopération décentralisée et sa légitimité à agir dans un tel contexte ressort lors des échanges. Il est rappelé que les collectivités s'appuient sur des acteurs de la société civile (associations, entreprises...) pour mener leurs projets et n'agissent pas seules. La coopération décentralisée vise, de manière durable et sur le long terme, à renforcer les services publics locaux notamment pour un meilleur accès aux services essentiels aux populations. Cependant, dans des situations d'urgence et de crise humanitaire, les ONG urgentistes peuvent être plus efficaces à court terme. Il s'agit de trouver la bonne articulation entre les acteurs et que chacun puisse agir en partenariat et en concertation, sans ingérence avec les autorités locales.

4/ Conclusion et perspectives

Des solutions précises et directement efficaces n'ont pas pu être adoptées compte tenu de l'importance de s'adapter à chaque contexte et à la complexité de la situation. Cependant, des pistes ont émergé et les acteurs sont désormais mieux informés sur le contexte sécuritaire et la prise en compte des risques. SO Coopération se tient à disposition des acteurs pour accompagner toute initiative qu'ils viendraient à développer ensemble à l'issue des échanges, notamment sur la mise en place de postes locaux mutualisés par zone géographique.

Marion Leriche, chargée de mission à SO Coopération, donne quelques informations sur les prochaines échéances notamment concernant le Sommet Afrique-France (reporté en 2021 en raison des mesures sanitaires) et l'Assemblée Générale du RRMA.

Pour rappel, le groupe Nouvelle-Aquitaine Burkina-Faso est animé par SO Coopération et regroupe les acteurs néo-aquitains engagés au Burkina Faso quelque soit leur type (collectivités, associations, universités, acteurs économiques...). Ce groupe existe depuis mai 2017 et se réunit physiquement 2 fois par an et des outils d'animation et de communication sont mis à disposition des participants ([page facebook](#), [site web dédié sur le site de SO Coopération](#) avec une [cartographie des acteurs](#), lettre d'informations). Pour s'inscrire à la lettre d'informations : nouvelleaquitaine.burkinafaso@gmail.com.



Contacts :

-Marion LERICHE, chargée de mission à SO Coopération
m.leriche@socooperation.org – 07 89 89 74 44
-Abdoul Aziz KAFANDO, Volontaire en service civique
a.kafando@socooperation.org

Avec le soutien de :



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Annexe

Liste des participants

N°	NOM/Prénom	Structure	Type de structure
1	ABSALON Paul	-	Consultant
2	ARRIVE Jean-Michel	Région Nouvelle-Aquitaine	Collectivité territoriale
3	DAVILA Sylvain		
4	BAPPEL Monique	Association "Teranga et terre crue" en cours de création	Association
5	BARGO Seydou	Etudiants Université de Limoges	Université
6	BELEM K Evariste		
7	COMPAORE Yves		
8	OUEDRAOGO Sidbéwindé Déborah		
9	YAMEOGO Nematou		
10	BERTRAND Guillaume	MAISON DES DROITS DE L'HOMME	Association
11	Compaoré Rasmata		
12	Mazière Elisa		
13	Bonnin Jacques	Amitiés Mirebalais Bassemyam	Association
14	Boton Thérèse	Moncoutant sans frontières	Association
15	Boton Roland		
16	BOURGOGNON Gérard	Burkin'Alphabet	association
17	FAYDI Didier		
18	BRODEUR Nicolas	Laboratoire les Afriques dans le Monde	Université
19	BURGUET Annie	DABA	Association
20	BURGUET Philippe		
21	COLY Benjamin	CRESS Nouvelle-Aquitaine	Acteur économique
22	Courau Gilles	DES JEUNES POUR LA TERRE	Association
23	de LAROCQUE-LATOURE Hubert		

24	DAMIENS Jean-Bernard	Ville de Guéret	Collectivité territorial
25	DARRAS Béatrice	Comité de Jumelage de Chauvigny	Association
26	GARNIER Monique		
27	SAUVAT Lucien		
28	PROU Jeannine	OAA TI MALICE	Association
29	DUCHAMBON-CAUX CATHERINE	ASSOCIATION MIL'AMI	Association
30	MAUGIS MARIE-CLAUDE		
31	DEBIN JACKY	Amitiés Burkinabé Pô-Dissay	Association
32	GADEAU Marie	Association Zaama Faso	Association
33	GRAND Danielle	Na Semsé 87	Association
34	LAVAL-MAINGRAUD Chantal		
35	LAFFAS Virgine	Calitom	Collectivité territoriale
36	LANDAUD Didier	MIXBA	Acteur économique
37	KAFANDO Abdoul Aziz	SO Coopération	RRMA
38	LERICHE Marion		
39	MAUDUIT Annick	Mairie de Chauvigny et Jumelage Chauvigny	Collectivité Territoriale
40	N'DIAYE Fatou	Cités Unies France	Réseau de collectivités
41	NYKANEN Marja	Aurora	Association
42	OUEDRAOGO Justin	Doctorant droit université de Poitiers	Université
43	RABOT Alain	MDP Koudougou	Association
44	RAYNAUD Jacques	Ville de Châtelleraut	Collectivité Territoriale
45	Robin-Gervais Martine	Coopération Jumelage Yako Vouglaisien	Association
46	RODRIGUES Carlos	Initiative Haute Vienne	Acteur Economique